

ÉVÉNEMENT

Editis acte IV

Issu des Presses de la Cité de Sven Nielsen, le groupe Editis aura connu en vingt ans quatre propriétaires. Le dernier en date, Grupo Planeta, a le grand avantage d'être une entreprise dont l'édition constitue le cœur du métier.

Nous nous situons dans une perspective longue», nous avait déclaré en juin 2004 Jean-Bernard Lafonta, président du directoire de Wendel (1), le rachat d'Editis à peine signé. Quatre ans plus tard, presque jour pour jour, le fonds d'investissement d'Emest-Antoine Seillière aura conclu sa cession : la phase de négociation exclusive qu'il vient d'ouvrir avec Grupo Planeta devrait se terminer fin juin. Au passage, Wendel aura fait une bonne affaire : au terme de plusieurs mois de tractations, de rumeurs et de coups de bluff, l'espagnol a accepté la valorisation à 1,026 milliard d'euros de l'entreprise qui a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 760 millions d'euros pour un résultat de 93 millions d'euros. En 2004, il l'avait acheté 660 millions.

Pour la deuxième fois, le même candidat au rachat, Média-Participations, a été écarté. « Nous sommes fortement déçus, reconnaît-on chez Média-Participations, car cette acquisition s'inscrivait pour nous dans un projet excitant et très solide, avec une vraie logique industrielle. Nous sommes cependant plutôt fiers d'avoir pu réunir le financement et les actionnaires nécessaires en aussi peu de temps. »

La déception de Média-Participations, comme la décision de Planeta d'accepter le montant demandé par Wendel, marque la convoitise que suscite le groupe qu'en quatre ans, et après une amputation de 40 % de ses actifs, Alain Kouck a reconstruit. Pour lui, « une nouvelle aventure recommence ». Et de fait, le président de Grupo Planeta a aussitôt confirmé à la tête du directoire d'Editis celui qui préside à sa destinée sous ses avatars différents depuis plus de douze ans.

Histoire tourmentée. Quoi qu'il en soit, ce nouveau tournant dans la vie du deuxième groupe d'édition français, qui contrôle des maisons d'édition de littérature générale comme Plon, Laffont, La Découverte, Univers Poche, des éditeurs scolaires de premier plan comme Nathan et Bordas, l'éditeur de dictionnaires Le Robert, est assez symbolique de son histoire tourmentée. En une vingtaine d'années, Editis, qui s'est aussi appelé Vivendi Universal Publishing, ou encore auparavant Groupe de la Cité aura connu quatre propriétaires différents. Tout le contraire de son rival Hachette, dont l'actionnaire est fidèle depuis vingt-sept ans.



I BRÉGOU LE CONSTRUCTEUR

En une quinzaine d'années, Christian Brégué crée le Groupe de la Cité, après avoir racheté Nathan, Larousse, les Presses de la Cité, Laffont...



II MESSIER LE FLAMBEUR

Le patron de Vivendi Universal fait de Vup un des principaux groupes éditoriaux mondiaux. Mais son ambition démesurée débouche sur la cession de la filiale d'édition.



III SEILLIÈRE LE FINANCIER

Le baron Seillière n'a pas tenu sa promesse de s'engager à long terme avec Editis. Alain Kouck a néanmoins réorganisé et consolidé le groupe français.



IV LARA L'ESPAGNOL

En tombant dans l'escarcelle de Planeta, Editis devient la propriété d'un groupe dont l'édition est le cœur de métier. Et passe sous contrôle espagnol.

Christian Brégou et l'ère des fondations (1987-1997)

L'histoire démarre à la fin des années 1970, lorsque Christian Brégou, directeur financier d'Havas, crée CEP communication avec la volonté de constituer un groupe d'édition. Il rachète Nathan en 1979, puis Larousse en 1983. Mais c'est avec l'acquisition des Presses de la Cité, en 1987, que CEP trouve le noyau autour duquel le groupe va se constituer. Fondées en 1947 par le libraire danois Sven Nielsen, les Presses de la Cité possèdent Perrin, Solar, Rouge et Or, Fleuve noir, Plon, Julliard, Le Rocher (qui redevient indépendant en 1987), 10/18 et le groupe universitaire et scolaire Bords.

En 1988, Christian Brégou crée le Groupe de la Cité, autour de CEP et des Presses de la Cité. Havas reste l'actionnaire de référence, et la Générale occidentale, dirigée par Jimmy Goldsmith, entre au capital. Le groupe engage une politique d'acquisitions soutenue (Denis Jacob, Privat, Griseywood & Dempsey en Grande-Bretagne, Dalloz). Il rachète le groupe Laffont, qui contrôle la société de diffusion-distribution Interforum, autour de laquelle il va construire son dispositif commercial et logistique, jusqu'alors très éparpillé. En 1993, il reprend Fxot, puis le groupe Masson (Armand Colin, groupe Belfond...). Le groupe est alors réorganisé en grands domaines d'activité : éducation et référence, scientifique technique et médical, littérature générale, distribution.

Progressivement, Havas consolide sa position dans le groupe, jusqu'à en devenir l'actionnaire unique fin janvier 1997. La CEP, qui a assimilé le Groupe de la Cité, devient en septembre Havas Publications Edition (HPE). La même année, Christian Brégou quitte le groupe. Entre-temps, sous l'impulsion d'Alain Kouck, arrivé en 1996 à la tête de la logistique, la diffusion-distribution a été centralisée avec la fusion d'Interforum et de Livredis.

Splendeur et misère de l'ère Messier (1998-2002)

Avec l'absorption d'Havas par La Générale des eaux en 1998, le groupe entre dans une période de profonds mouvements avec Jean-Marie Messier qui ambitionne de faire de la Générale des eaux un puissant groupe de communication international dans le domaine.

Des acquisitions sont lancées tous azimuts, menant le groupe jusqu'à la place de premier éditeur français. Il reprend ainsi La Découverte, l'éditeur espagnol Anaya, OVP qui édite le dictionnaire médical Vidal, Cendant Software (géant américain du logiciel ludo-éducatif), et l'éditeur américain Houghton Mifflin (acquis en août 2001 et revendu en décembre 2002).

Fin 2000, tous les pôles d'Havas sont rassemblés sous le nom de Vivendi Universal Publishing (Vup), dirigé par Agnès Touraine. De lourds investissements sur Internet sont réalisés, les secteurs grand public (littérature générale et éducation) sont développés, >>>

ENTRETIEN. Le président de Planeta souhaite qu'Editions reste autonome, avec son management actuel.

« Nous serons présents en cas de besoin »



José Manuel Lara, 62 ans, président de Grupo Planeta.

ARDUINO VANNUCCHI/PLANETA

Livres Hebdo — Pourquoi avez-vous décidé d'investir massivement dans un groupe d'édition français ?

José Manuel Lara — Ma famille et notre groupe sont profondément francophiles et nous avons cherché depuis longtemps à nous implanter dans ce pays de culture proche de la nôtre et dans le métier d'origine de Planeta, à savoir l'édition. Par ailleurs, l'évolution de notre métier nécessite une taille toujours plus importante.

Ce rachat est-il pour vous une façon d'inaugurer un développement international autre que dans le monde hispanique et lusophone ?

Nous avons conclu avec Wendel un accord d'exclusivité et nous avons encore à finaliser nos discussions et à obtenir les autorisations et consultations nécessaires. En cas de signature définitive, nous élargirons, en effet, notre développement international à la langue française, si riche sur le plan éditorial.

Comptez-vous développer Editions à l'international, sur le marché anglo-saxon en particulier ?

Nous pourrions certainement envisager un développement commun dans d'autres langues, en particulier dans le domaine des licences.

Avec ce rachat, Planeta paraît miser fortement sur le secteur du livre. N'est-ce pas paradoxal, à l'heure d'Internet, qu'un groupe de médias concentre une part importante de ses forces sur ce secteur traditionnel ?

L'édition est le cœur de notre groupe et son métier d'origine. Nous croyons beaucoup à son avenir, quel que soit le support de diffusion.

Dans ce contexte, quels sont pour vous les principaux atouts d'Editions ?

La force de ses marques, la compétence de ses éditeurs, la grande qualité et la notoriété de ses auteurs, l'expérience de son management, le savoir-faire d'Interforum en matière de diffusion et de distribution du livre sont autant d'atouts qui nous ont attiré et qui représentent un grand capital culturel, humain et professionnel pour un actionnaire.

Quelles synergies imaginez-vous pouvoir développer entre les deux groupes ?

Nous pourrions d'abord travailler ensemble dans les domaines du e-learning, du livre électronique et de la formation, mais aussi concevoir des projets éditoriaux en commun.

Quel mode d'intégration d'Editions à Planeta prévoyez-vous ? Les deux structures resteront-elles autonomes avec leur propre direction, ou bien souhaitez-vous constituer un grand ensemble d'édition ?

Dans notre projet, Editions resterait autonome avec un conseil à majorité française, présidé par un Français. Le directoire, présidé par Alain Kouck, resterait aux commandes.

« Nous pensons qu'il est essentiel, dans ce métier éminemment culturel, que les acteurs soient enracinés dans la culture de leur pays. »

Nous comptons aussi beaucoup sur les éditeurs du groupe. Nous pensons qu'il est essentiel, dans ce métier éminemment culturel, que les acteurs soient enracinés dans la culture de leur pays. Toutes nos maisons d'édition à l'étranger sont animées par des gens du pays.

Vous avez accepté la valorisation de l'entreprise

à un peu plus d'un milliard d'euros. Comment êtes-vous parvenu à accepter ce montant ?

Nous avons étudié très attentivement les forces et les atouts de ce groupe avant de faire notre offre.

Comment comptez-vous organiser financièrement ce rachat, par des fonds propres ou des emprunts ?

Notre groupe, qui réalise 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, a les moyens de ses ambitions.

Comment sera assuré financièrement le développement d'Editions ?

Editions dégage lui-même, chaque année, des ressources importantes qui lui ont permis, d'ailleurs, de réaliser un fort développement ces dernières années ; et nous serions présent en cas de besoin.

PROPOS RECUEILLIS PAR C. A.

LEVENEMENT Editis, acte IV

Thomson	4 998
Pearson	4 812
Bertelsmann	4 392
Reed Elsevier	4 217
Wolters Kluwer	3 413
Hachette Livre	2 130
McGraw-Hill Edu.	1 853
Readers Digest	1 843
Planeta + Editis	1 770*
De Agostini	1 668

Chiffres d'affaires livre 2007 en millions d'euros

* Planeta + Editis : non consolidé, total des CA de Planeta 2006 et d'Editis 2007.

Source : Livres Hebdo/Rüdiger Wischenbart, Content and Consulting

Le 9^e groupe d'édition du monde

Premier groupe d'édition en Espagne et en Amérique latine, au 12^e rang mondial, Planeta arrivera avec Editis à la 9^e place. Il a été fondé en 1949 à Barcelone par la famille Lara. Dirigé aujourd'hui par José Manuel Lara, le groupe s'est constitué autour d'Editorial Planeta, la maison mère. Dès le milieu des années 1960, des filiales ont été ouvertes en Argentine, Chili, Uruguay, Colombie, Venezuela, Equateur, Mexique comme aux États-Unis et au Brésil. Dans le même temps, l'entreprise s'est diversifiée et est aujourd'hui actionnaire d'une chaîne de télévision, Antena 3 (avec l'italien DeAgostini) et de journaux. Le livre, qui représentait en 2006 un milliard d'euros sur un chiffre d'affaires global de 2,5 milliards, se décline dans une quarantaine de marques – dont les prestigieuses éditions Destino, Seix Barral, Temas de Hoy, Minotauro, etc. – et 5 000 auteurs. Le prix Planeta, décerné le 15 octobre à un roman inédit en castillan, est le deuxième prix le mieux doté au monde, avec 600 000 euros pour le lauréat, 150 000 pour le finaliste.

>>> tandis que les pôles santé et presse professionnelle sont cédés.

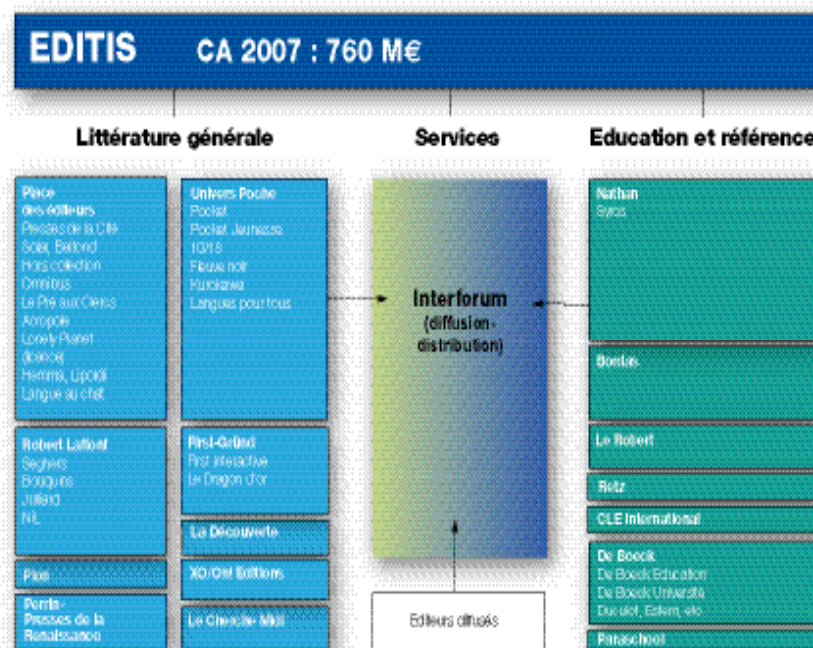
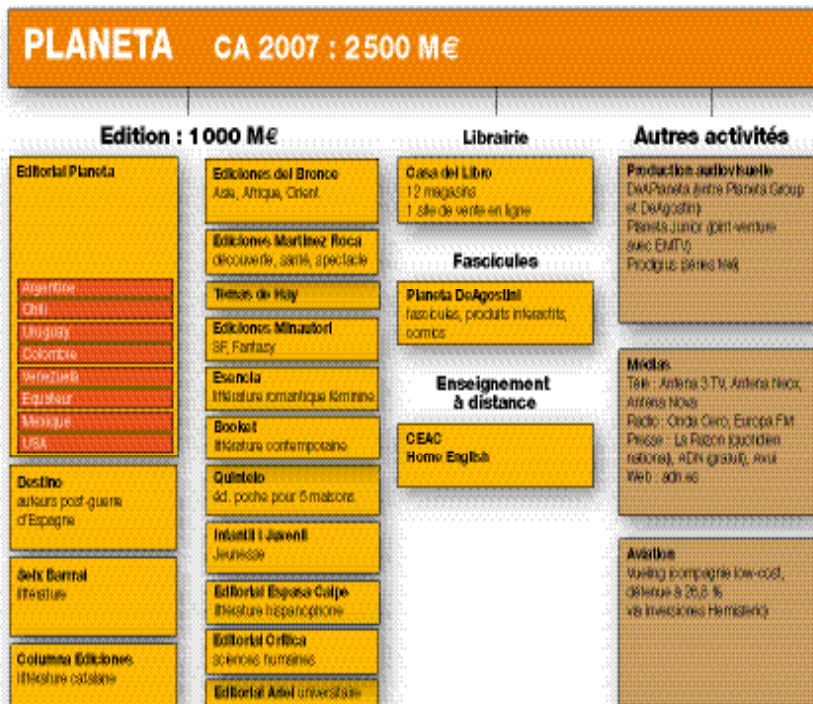
En 2001, à la veille de la débâcle financière de Vivendi, la filiale édition est composée de quatre divisions : littérature, référence, scolaire et Universal E-learning. Vup est devenu un des principaux groupes d'édition mondiaux. Les États-Unis représentent près de 50 % de son activité, alors que la France compte pour 28 % de son chiffre d'affaires.

Même aux heures les plus sombres de Vi-

vendi Universal (2001-2002), Vup reste un groupe d'édition sain et rentable, les difficultés de Vivendi Universal émanant surtout de ses autres activités, dont les médias (Canal+). En mars 2002, Jean-Marie Messier annonce un déficit de 13,6 milliards d'euros pour Vivendi Universal. En août, son successeur Jean-René Fourtou met en vente la filiale d'édition pour renflouer les caisses et éviter la faillite.

La reprise de Vup par Lagardère, propriétaire du groupe Hachette, dès fin octobre pour

1,25 milliard d'euros, provoque un tollé. La lutte contre sa position quasi monopolistique s'intensifie, sous la houlette des éditeurs Gallimard, La Martinière, Le Seuil et des libraires, qui portent l'affaire devant les autorités européennes. Début 2004, la Commission européenne autorise finalement Lagardère à conserver une partie des actifs éditoriaux de Vup, soit environ 40 % du chiffre d'affaires total (la filiale espagnole Anaya, Larousse et le pôle universitaire Armand Colin/Dalloz/Dunod).



III Le colmatage de l'ère Wendel (2004-2008)

La période d'incertitude se clôt en septembre 2004, avec le rachat par Wendel des 60 % restants d'Editis qui a repris, pendant l'été, la licence des guides touristiques Lonely Planet. Le fonds d'investissement d'Ernest-Antoine Seillière débourse 660 millions d'euros, soit 0,9 fois le chiffre d'affaires 2003. Objectif affiché : reconquérir la place perdue de

Objectif affiché : reconquérir la place perdue de numéro un de l'édition française.

numéro un de l'édition française. Nommé président du directoire, Alain Kouck relance le développement d'Editis sur le national par une croissance externe et par la distribution-diffusion. De nouveaux clients sont recrutés pour compenser la perte de Larousse-Daloz chez

Interforum, le gossiste DNL est racheté. Editis acquiert une série de maisons : Le Cherche Midi, First, XO/OH! éditions, le premier éditeur scolaire et universitaire belge De Boeck, Gründ et Paraschool. Mais, en mars 2007, le groupe échoue à racheter la branche Education du néerlandais Wolters Kluwer.

En décembre 2007, Wendel prend le contrôle de Saint-Gobain et les rumeurs de cession d'Editis se font pressantes. Ernest-Antoine Seillière avait affirmé en 2004 : « *Nous sommes pour longtemps dans un métier dans lequel nous nous installons pour mener une politique de leader.* » Si la seconde partie de la déclaration s'est en partie vérifiée, la première n'a pas pesé lourd face aux considérations financières.

IV L'ère Planeta (2008-...)

La reprise d'Editis par Grupo Planeta, qui sera finalisée en juin, ouvre une nouvelle phase. Pour la première fois de son histoire, Editis appartiendra à 100 % à un groupe éditorial à l'actionnariat familial. De plus, le secteur livre de Planeta est, comme Editis, un groupe de littérature générale extrêmement diversifié. Avec Editis, le premier groupe d'édition espagnol devient le 9^e éditeur mondial. Cette reprise laisse cependant plusieurs questions en suspens, d'autant plus que José Manuel Lara, P-DG de Planeta, est peu disert comme le montre l'entretien qu'il nous a accordé par voie électronique (voir p. 7) : quel sera l'avenir des éditions scolaires Nathan et Bordas, même si José Manuel Lara a affirmé au *Figaro* du 23 avril qu'il n'avait « *pas été question lors des discussions* » avec Wendel de les vendre ? Quelle sera la marge de développement d'Editis qui aura en toute logique à supporter une partie de la dette de son rachat par Planeta ? Quelles synergies seront mises en place par Planeta/Editis pour attaquer le marché anglo-saxon et pour développer, comme José Manuel Lara nous l'a confié, le développement du e-learning et du numérique ?

CATHERINE ANDREUCCI ET CHRISTINE FERRAND

(1) Voir LH 560 du 4.6.2004, p. 10-11.

ANALYSE. Pour l'économiste Françoise Benhamou, le rachat d'Editis par un groupe éditorial est positif.

« Des groupes européens de taille à tenir le choc »

Comment interprétez-vous la vente du groupe Editis par Wendel quatre ans après son rachat ?

Sans surprise. Le rachat par Wendel n'était pas une bonne nouvelle, en 2004, pour deux raisons au moins. Parce que Wendel n'était pas un groupe investi dans la culture, ni a fortiori dans l'édition. Or, même s'il s'est produit une certaine forme de banalisation des entreprises culturelles, celles-ci ne sauraient échapper à la forte spécificité de la culture, et de l'édition en particulier : production de biens prototypiques, rythme de l'innovation, prise de risque, relation à la création et aux auteurs, temps long des investissements, etc. La seconde raison, complémentaire

Hachette est un groupe très internationalisé, avec des positions fortes en Europe et dans le reste du monde. Il n'y a pas de recul de l'influence de l'édition française en Europe, mais sans doute une accentuation des différences de stratégies entre les deux groupes dominants de l'édition dans notre pays.

Est-il, selon vous, préjudiciable sur le plan culturel qu'un éditeur – avec un large secteur scolaire – soit racheté par un groupe étranger ?

Pas vraiment. En 2004, on a pu se réjouir de ce qu'Editis reste français ; il me semble bien plus important que la maison appartienne à un groupe éditorial, qu'il soit français ou européen ne change pas grand-chose, et je crois qu'il faut se réjouir de ce que se constituent ou se développent des groupes européens ambitieux et de taille à tenir le choc de la globalisation. Il faut en revanche souhaiter que les maisons qui appartiennent à Editis bénéficient enfin d'une stabilité de leur actionnariat. Ces changements successifs sont en effet déstabilisants. Mais je ne crois pas qu'il y ait menace sur les contenus, comme on dit aujourd'hui. Le scolaire demeure tributaire des programmes nationaux.

Pensez-vous que les incertitudes engendrées par le numérique aient quelque chose à voir avec le désir de Wendel de se désengager de l'édition ?

Il faudrait qu'il y ait à la tête de Wendel une pensée stratégique sur l'avenir de l'édition ! Je ne crois pas que ce soit le cas. Ajoutons que le numérique, conçu comme un mode de valorisation complémentaire de l'imprimé, est une chance plutôt qu'une menace, à la condition que les éditeurs ne fassent pas l'erreur des majors de la musique de tenter de dupliquer les formes traditionnelles de la distribution sans prendre la mesure des changements profonds des pratiques d'achats, de lecture, de prescription qui se dessinent.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINE FERRAND
Spécialisée dans l'économie des industries culturelles, Françoise Benhamou est professeure à l'université de Rouen et chroniqueuse à France Culture.



Françoise Benhamou

de la première, est que Wendel est un holding, avec une logique strictement financière, et sans stratégie industrielle. Aujourd'hui, l'objectif est de consolider sa position au sein de Saint-Gobain, demain ce pourrait être un autre.

Le rachat du deuxième groupe d'édition français par un intervenant espagnol, après celui de Flammarion par l'italien RCS et l'implantation de l'allemand Bertelsmann dans le réseau de la distribution, est-il significatif d'un recul de l'influence de l'édition française en Europe ?

En face d'Editis, si je puis dire,

OLIVIER DION